

Communiqué de presse conjoint contre le Partenariat transpacifique

Au Japon, en Corée et au Canada, les agriculteurs rejettent le Partenariat transpacifique

Le 15 juin 2015

Nous, les membres de La Via Campesina sur les deux rives de l'Océan pacifique, nous exprimons conjointement notre opposition au Partenariat transpacifique (PTP). Ce soi-disant partenariat est en fait une extension des politiques néolibérales que mettent de l'avant les sociétés transnationales (STN) avec l'appui des gouvernements à leur service.

Les politiques néolibérales et les traités de libre-échange ont déjà causé des dommages catastrophiques pour les paysans et paysannes, les familles et travailleurs agricoles, lesquels sont de plus en plus à la merci des sociétés transnationales. Le contrôle croissant qu'exercent ces sociétés sur les marchés de biens mondiaux menace les moyens d'existence des paysans, des familles agricoles et des travailleurs agricoles, le bien-être des communautés indigènes et la santé des consommateurs. Leur pouvoir constitue un affront à la souveraineté alimentaire et à la justice sociale, et une menace à l'intégrité écologique. Plus de vingt années de traités de libre-échange néolibéraux l'ont démontré, la croissance des exportations agricoles ne sert qu'à gonfler les profits des sociétés transnationales; elle n'augmente pas les revenus nets des paysans et fermiers.

De plus, le PTP n'est pas un simple traité de libre-échange. Ses dispositions portent atteinte à la souveraineté nationale des pays concernés, en soumettant leurs citoyens et citoyennes aux règles dictées par les sociétés transnationales, et en causant la détérioration des conditions de vie de la grande majorité de la population – tout particulièrement les familles agricoles, les travailleuses et travailleurs et les petits entrepreneurs. En renforçant les droits de propriété intellectuelle des sociétés pharmaceutiques, le traité priverait les pauvres de médicaments sur ordonnance. Les dispositions relatives au règlement des différends entre investisseurs et États permettraient aux sociétés de poursuivre les gouvernements nationaux pour de prétendues pertes de profits, ce qui forcerait la modification, ou même l'abandon, des programmes de santé, environnementaux et sociaux. Les dispositions sur la concurrence, les entreprises de l'État et l'approvisionnement des gouvernements empêcheraient les pays membres de mettre en œuvre des politiques économiques adaptées à leur situation spécifique.

L'opposition croissante du public, qui devient de plus en plus conscient du caractère dangereux des dispositions du Traité transpacifique, a jusqu'à maintenant empêché la conclusion de l'accord entre les négociateurs. **Le temps est venu d'arrêter les négociations. Au Japon, en Corée, au Canada et partout au monde, il est devenu urgent de mettre fin aux politiques et pratiques néolibérales et de construire un système d'échange international alternatif basé sur la souveraineté alimentaire, la protection de l'environnement et le bien-être de nos peuples.**

Globalisons la lutte — Globalisons l'espoir!

Union Paysanne, Québec, Canada

National Farmers Union (NFU), Canada

Ligue paysanne de Corée (KPL), Corée du Sud

Association des femmes paysannes de la Corée (KWPA), Corée du Sud

Mouvement des familles agricoles du Japon (NOUMINREN), Japon